

■ Décision n° 2023 - 10

Envoyé en préfecture le 18/04/2023

Reçu en préfecture le 18/04/2023

Publié le

ID : 060-216001743-20230224-2023_10-AR



Le Président du Centre Communal d'Action Sociale de Creil,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
- Vu la délibération n°15 du Conseil d'administration du CCAS en date du 21 août 2020, certifiée exécutoire le 25 août 2020, portant sur l'élection de Monsieur Cédric LEMAIRE en qualité de Vice-président du CCAS,
- Vu la délibération n° 16 du Conseil d'administration du CCAS en date du 21 août 2020, certifiée exécutoire le 25 août 2020, portant délégation de pouvoirs du Conseil d'administration au Vice-président du CCAS, notamment pour la préparation, passation, exécution et règlement des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, à charge pour lui de rendre compte à chacune des réunions du conseil d'administration.

■ Considérant :

Que le CCAS de Creil porteur d'une Maison Sport Santé peut prendre en charge le public bénéficiant de séances de sport-santé.

■ Décide :

Article 1 :

De signer avec L'Entreprise COACH COCO, Coralie FOUCARD, Educatrice sportive en Sport-santé, une convention pour une durée de 5 mois (du 03 février au 30 juin 2023) pour la programmation de séances de Sport-santé pour un montant forfaitaire fixé à 30 € de l'heure. Celles-ci seront animées par un enseignant sportif formé et titulaire des titres et diplômes requis.

Article 2 :

D'imputer les dépenses correspondantes à l'antenne 4865 Maison Sport Santé nature 611 Contrat de prestations de service.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens sis 14 rue Lemercier – 80000 Amiens dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est certifiée exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application télécours citoyen accessible par le biais du site www.telercours.fr.

DOCUMENT CERTIFIÉ EXECUTOIRE

après dépôt en sous-préfecture le ...1.8.AVR..2023

et publication ou notification le ..1.8.AVR..2023..

affiché le2.4.FEV..2023.....

CREIL, le18 AVR. 2023.....

Creil, le 24 février 2023

Pour le président et par délégation,
Le maire-adjoint en charge de la solidarité

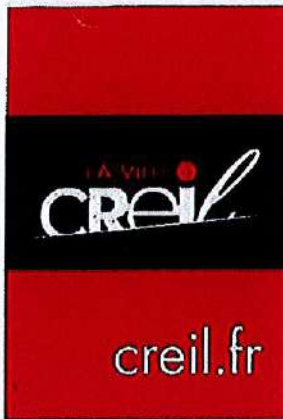
Vice-président du CCAS

Pour le président et par délégation,
Le vice-président

Cédric LEMAIRE

Cédric LEMAIRE





**Direction Santé et Autonomie
de la Personne**

Convention Maison Sport Santé 2023

Entre les soussignés :

Le CCAS de Creil, 80 rue Victor Hugo, 60100 CREIL

représenté par :

Monsieur Cédric LEMAIRE, agissant en qualité de Vice-président et en vertu de la délibération du Conseil d'administration du CCAS en date du 21 août 2020, certifiée exécutoire le 25 août 2020, d'une part

Et

Entreprise COACH COCO

Coralie FOUCARD, éducatrice sportive en sport-santé
2 Résidence Charles de Gaulle, 60340 Saint-Leu-d'Esserent
SIRET : 90316596700014

Ci-après dénommée le prestataire, d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet l'accompagnement des bénéficiaires à la Maison Sport-Santé, en reprise d'activité physique ou en sédentarité, les vendredis après-midi de 14h00 à 17h00.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 5 mois soit du 03 février au 30 juin 2023.

Article 3 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Le prestataire s'engage à :

- 3.1 Réaliser des bilans de condition physique, informer, conseiller les usagers des bienfaits de l'activité physique.
- 3.2 Encadrer les séances de sport-santé avec un programme adapté aux conditions physiques des bénéficiaires.
- 3.3 Mettre à jour les informations des bénéficiaires sur le logiciel de la Maison Sport Santé.
- 3.4 Participer aux réunions de préparation, suivi et évaluation de l'action organisées par le CCAS.

Le CCAS s'engage à :

- 3.5 Mettre à disposition du prestataire des locaux au sein de la Maison Sport Santé ou tout autre lieu sur la commune de Creil.
- 3.6 Verser selon les dispositions financières ci-après et sous réserve du respect des engagements du prestataire, le montant des sommes dues.

Article 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

- 4.1 Le prestataire établira, à la fin de chaque mois, une facture à l'ordre du CCAS de la ville de Creil correspondant au réalisé au titre du mois échu sur la base d'un montant forfaitaire fixé à 30 € de l'heure TTC.
- 4.2 Chaque facture, établie en un seul original et deux copies, devra porter, outre les mentions légales, les indications suivantes : le nom ou la raison sociale du prestataire, le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers, le numéro de SIREN ou de SIRET, la date d'exécution des services et la désignation de la collectivité débitrice, ainsi que le décompte des sommes dues.
- 4.3 Les trois exemplaires de chaque facture devront être adressés au CCAS de Creil. Le prestataire s'engage à fournir tout autre élément nécessaire à la justification de la facture établie.

Les prestations seront rémunérées par mandat administratif, suivant les règles de la comptabilité publique et du décret n° 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics. Le délai maximum de paiement est de 30 jours.

Le défaut de paiement, dans ce délai, fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Les modalités de calcul du délai global de paiement et des intérêts moratoires seront celles prévues par le décret n° 2002-232 du 21 février 2002 précité.

Article 5 : DENONCIATION

La présente convention peut-être dénoncée par l'une ou l'autre des deux parties, en cas de non respect des clauses y figurant, par lettre recommandée avec avis de réception postal adressée à l'un des cocontractants et sous réserve d'un préavis de trente jours.

Article 6 : LITIGE

- 6.1 Les parties conviennent, en cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, d'épuiser toutes les voies de règlement amiable avant de saisir le juge compétent. En cas de désaccord persistant entre les parties, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif d'Amiens sis 14 rue Lemerchier à Amiens (80000).
- 6.2 La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens sis 14 rue Lemerchier – 80000 Amiens dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application télécours citoyen accessible par le biais du site www.telercours.fr.

Article 7 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font respectivement élection de domicile :

Pour le CCAS : 80 rue Victor Hugo – 60100 CREIL

Pour le prestataire : 2 Résidence Charles de Gaulle – 60340 Saint-Leu-d'Esserent

Fait à Creil, le 30 janvier 2023

Pour le CCAS de CREIL,
Le maire-adjoint en charge de la solidarité
Vice-président du CCAS
(Lu et approuvé)


Cédric LEMAIRE



Pour l'entreprise COACH COCO
(Lu et approuvé)

Lu et approuvé
